



Une analyse de la nature de l'investissement immatériel par le rapport capital / travail

Alexis Jeamet

► To cite this version:

Alexis Jeamet. Une analyse de la nature de l'investissement immatériel par le rapport capital / travail. 2019. hal-02073448

HAL Id: hal-02073448

<https://hal.science/hal-02073448>

Preprint submitted on 19 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une analyse de la nature de l'investissement immatériel par le rapport capital / travail.

Alexis Jeamet,
alexis.jeamet@gmail.com
CEPN, Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité

Mars 2019

Résumé : Cet article propose de revisiter le concept d'investissement immatériel en posant la question de la nature de celui-ci. Ce travail d'inspiration marxienne analysera la transformation de la nature de l'investissement immatériel en partant des transformations du rapport capital / travail. À partir des modifications de ce rapport identifiées grâce à la notion de subsumption du travail au capital, nous chercherons à appréhender la nature de l'investissement immatériel au travers du rapport actifs / ressources immatérielles. L'identification de ces ressources potentielles poussera nos investigations hors de la sphère de la production. Les notions « d'exploitation de second degré » et de « mobilisation totale » seront alors mobilisées pour comprendre ce qui caractérise aujourd'hui l'investissement immatériel et notamment le fait que les entreprises n'investissent plus seulement dans du capital fixe, mais aussi, et surtout dans les capacités créatives et d'innovations des individus et du corps collectif, plus encore dans le développement d'une nouvelle subjectivité capitaliste. Nous développons donc l'hypothèse que pour analyser le capitalisme contemporain il est nécessaire d'enrichir le concept d'investissement grâce à une redéfinition de l'investissement immatériel et cela en partant des transformations précédemment identifiées.

Mots clés : Investissement immatériel, subsumption du travail, accumulation, connaissance.

Codes JEL : B51 - Marxian ; E22 - Investment, Capital, Intangible Capital ; J24 - Human Capital

1. Introduction

Depuis les années 2000 et les premiers travaux régulationnistes¹ sur la financiarisation, la perspective d'une analyse de la dynamique d'accumulation du capital centrée sur les transformations du travail semble en partie reléguée au rang d'une ancienneté méthodologique. Plus précisément, c'est la montée en puissance de la sphère financière qui serait *primum movens* des transformations de l'accumulation actuelle. L'heure est ainsi à l'étude de la financiarisation et des changements attenants à la gouvernance de l'entreprise (Aglietta, 1998 ; Auvray *et al*, 2015 ; Coordonnier *et al*, 2013). Loin d'être unanimes (Clévenot, 2008), ces travaux témoignent de la vivacité de la question chez les régulationnistes comme chez certains auteurs marxistes (Duménil et Lévy, 2006 ; Durand, 2014).

La libéralisation financière à l'œuvre depuis le milieu des années 1980, couplée à la puissance croissante des actionnaires viendrait donc imposer des normes de rentabilité toujours plus importantes aux entreprises qui limiteraient la part du profit consacrée aux investissements en les obligeant à suivre des stratégies toujours plus risquées. De la même manière, dans un article souvent mobilisé, Lazonick et O'Sullivan (2000) concentrent leur analyse sur les transformations de la gouvernance de l'entreprise à l'œuvre depuis les années 1970 en mettant en avant la logique de maximisation de la valeur pour l'actionnaire. La stratégie de conservation du profit dans le but de réinvestir pour permettre la croissance de la firme laisse la place à une logique plus court-termiste de restructuration et de distribution des dividendes². Les entreprises se concentreraient maintenant sur leur cœur de métier, la diversification étant laissée au seul choix de portefeuille des actionnaires.

Des opportunités d'investissement seraient ainsi négligées entraînant un ralentissement de la croissance et une montée du chômage. En somme, le constat est assez clair : le mode de production capitaliste sous sa forme actuelle verrait le retour de plus en plus marqué de logiques rentières, marginalisées durant le fordisme, caractérisé par une accumulation centrée sur le capital fixe. Dans ce cadre, la répartition du revenu se concentrerait autour du conflit entre salaire et profit, entre dynamique d'entreprise et dynamique salariale (Vercellone, 2007). Avec la financiarisation, la répartition fonctionnelle des revenus est modifiée. C'est ainsi que la part de la baisse des salaires observée depuis la fin des années 1980 n'a pas été consacrée à relancer l'investissement productif, mais à accroître les dividendes versés aux actionnaires (Husson, 2010), favorisant de surcroît l'augmentation des inégalités personnelles de revenus.

La notion de financiarisation permet de synthétiser l'ensemble des phénomènes décrits précédemment. Celle-ci apparaît comme un phénomène externe à la production. Externe non pas parce que la financiarisation a aucun impact sur le procès de production, mais parce qu'elle arrive en amont de celui-ci, le modifie et caractérise un phénomène de prélèvement sur la richesse produite au sein de la sphère productive. *In fine*, la financiarisation correspond à la logique rentière attenante à la prédation opérée par les actionnaires.

Notre analyse est tout autre étant étendu qu'elle se positionne comme une proposition complémentaire et non substituable aux analyses précédentes. Elle se concentrera non sur une explication de la baisse de l'investissement productif, mais plutôt sur la transformation de la nature même de cet investissement. Elle s'appuie ainsi sur la transformation du mode de production

1 Nous parlons ici des travaux d'Aglietta (1998) sur le régime d'accumulation patrimonial. Cet auteur met en avant les transformations survenues aux États-Unis durant les années 1990. La montée importante des valeurs financières et la « démocratisation » des marchés financiers auraient entraîné l'accroissement du patrimoine financier des ménages et ainsi dopé la consommation. Parallèlement, cette consommation aurait tiré les investissements productifs dans les TIC notamment. Ce cercle vertueux s'accompagnerait d'une nouvelle codification du rapport salarial caractérisée par des modifications de la protection sociale, la réduction des protections collectives, le recours aux rémunérations par participation (stock-options) ainsi que le développement d'une norme de rentabilité financière autour de 15%. D'autres travaux mettent en avant la dynamique spéculative de ce régime de croissance (Lordon, 2000) ou encore l'hégémonie américaine qui ne semble pas reproductible (Chesnais, 2001).

2 Ils opposent ainsi dans leurs travaux deux logiques : celle du « *retain and reinvest* » et celle du « *downsize and distribute* ».

capitaliste induit par ce que certains ont appelé une « économie fondée sur la connaissance »³. Pour Weinstein (2010), les structures productives connaissent depuis les années 1980 une rupture radicale avec le fordiste et cela suivant trois dimensions : l'arrivée de technologies nouvelles matérielles et immatérielles ; l'impact de ces nouvelles technologies sur les méthodes de production et de gestion ; et enfin la transformation du rapport à la connaissance⁴. Nous serions aujourd'hui dans un « régime d'innovation permanente » (Paulré, 2008). Enfin, les connaissances mobilisées ne sont plus nécessairement spécifiques, mais avant tout sociales, génériques et décontextualisées pour s'appliquer à des champs très divers. D'autres auteurs ont privilégié l'analyse du développement des NTIC (Dieuaide, 2003) et d'un nouveau rapport salarial centré sur les compétences (Colletis et Dieuaide, 2008). D'autres encore concentrent leur analyse de la caractérisation des transformations à l'œuvre sur les modifications fondamentales du rapport salarial remettant en cause le principe de la subsumption réelle du travail au capital caractéristique de la période fordiste (Moulier-Boutang, 2001a ; Herrera et Vercellone, 2003), des transformations qui seraient en partie dues à l'augmentation du niveau intellectuel général ou du niveau d'étude des travailleurs (Kendrick, 1994 ; Abramovick et David, 2001). Un autre ensemble d'études proposent d'analyser d'une part le rapport entre connaissance et accumulation en suivant l'idée que l'accumulation provient d'une part d'une captation et d'une extraction d'une valeur produite hors de la sphère productive (Moulier-Boutang, 2001b ; Dantas, 2001) et d'autre part de la montée en puissance de la rente et de l'indistinction entre rente et profit (Vercellone, 2007).

Les caractérisations de la période actuelle que nous présentons sont multiples dans leur objet d'étude. Pour autant, elles s'attachent toutes à conserver la centralité du travail dans leur analyse de l'accumulation et cela parce que les transformations du travail dues à l'augmentation du niveau d'étude, au recours aux NTIC et par suite à la modification du rapport entre travail et capital semblent être au cœur des transformations du capitalisme contemporain. En accord avec cette idée, nous présentons une analyse de la transformation de l'investissement productif par le biais de l'investissement immatériel qui nous semble répondre à la transformation même du travail et de la connaissance mobilisée par les entreprises dans le cycle de production.

Concernant l'investissement immatériel, un rapport daté de 2018 de *La Fabrique de l'industrie* et de *France Stratégie* (Guillou *et al*, 2018) basé sur des « travaux de références » (Corrado *et al*, 2005, 2016), les travaux de la Commission européenne de 2016 et de l'OCDE en 2013 met surtout en avant la complexité de la comparaison internationale de l'investissement immatériel pour plusieurs raisons : d'une part, il semble compliqué de s'accorder sur ce que veut dire investissement immatériel, et d'autre part il est compliqué de mesurer ce qui fait accord.

Pour exemple, un logiciel développé en interne ou acheté « clef en main » à un tiers n'est pas comptabilisé de la même manière. La valeur des logiciels créés au sein de l'entreprise est comptabilisée à partir de leurs coûts de production. Ce dernier est déterminé à partir d'un taux horaire de rémunération au temps estimé qui a été consacré à sa production par les informaticiens (rémunérés de manière très différente selon les pays) et à partir d'enquêtes sur la participation des salariés impliqués dans leur conception. La comparaison internationale semble alors extrêmement complexe, voire impossible... Pour une partie, et nous l'estimons importante, regroupés sous le terme « compétences économiques » dans le travail de *La Fabrique de l'industrie*, les investissements immatériels ne sont pas pris en compte par la comptabilité nationale. Un travail

3 Les travaux d'Azais *et al* (2000), Vercellone *et al* (2003), Moulier-Boutang (2008) et Dieuaide *et al* (2003) présentent la notion de « capitalisme cognitif ». On peut aussi signaler les travaux de Mouhoud et Plihon (2009) sur le rapport entre finance et connaissance ou encore les travaux de Weinstein (2010) sur les transformations de l'entreprise capitaliste et le capitalisme de la connaissance.

4 Nous utiliserons dans ce travail le terme connaissance au sens large, c'est-à-dire comme *ethos* des individus et du social. Il ne s'agit pas simplement de ce qui est identifié comme intéressant pour la production même si en dernière analyse ce sont les deux formes de l'appropriation de la connaissance par la sphère productive que nous tenterons d'identifier.

d'identification et de définition de ces investissements reste à faire et nous proposons ici d'apporter une pierre à cet édifice.

Pour cela, nous explicitons dans la première partie de cet article les évolutions du travail dans le capitalisme contemporain. Nous nous appuyons sur les catégories de subsumption réelle et formelle développée par Marx dans le chapitre 6 longtemps inédit du capital⁵ pour analyser les évolutions marquantes du rapport salarial étudiées par les travaux autour de la notion de « travail immatériel » (Moulier-Boutang, 2001b ; Fumagalli, 2015, Jarrett, 2016), de « compétence » et de la « centralité du rapport salarial » (Colletis et Dieuaide, 2008). La présentation des deux catégories de subsumption formelle et réelle, fondamentale pour l'analyse du rapport entre connaissance et production sera suivie par la mise en évidence de la crise de cette seconde catégorie, caractéristique du capitalisme industrialo-fordien. Cette entrée en crise est marquée par la difficulté pour le capital de soumettre un travail qui mobilise de plus en plus la subjectivité c'est-à-dire la créativité, la capacité d'innovation des travailleurs, qui est de plus en plus autonome, tout du moins dans son exécution, même si la finalité de celui-ci au sein de l'entreprise reste la même. Cette autonomie est donc toute relative, mais elle impacte fortement la dynamique et la nature de l'accumulation dans la mesure où les travailleurs deviennent « force productive immédiate », et cela parce que la nature du travail, et les capacités mobilisées par les travailleurs sont différentes de celles mobilisées durant la période fordiste (Moulier – Boutang, 2001a ; Gorz, 2003 ; Colletis et Dieuaide, 2008). Si le capitalisme nous apparaît comme rentier aujourd'hui, c'est donc qu'il n'y a plus de contrôle direct du capital sur la production. Une forme de contrôle persiste, mais elle prend de moins en moins l'apparence d'un interventionnisme sur la production, d'un marionnettiste guidant les tâches et le procès de travail. C'est donc à partir des idées défendues par l'hypothèse du capitalisme cognitif (HCC)⁶ et de son étude de la transformation de la place de la connaissance dans le capitalisme contemporain que nous construisons notre propos.

La réappropriation partielle et ambivalente du savoir par les travailleurs impacte donc la manière qu'ont les capitalistes de subsumer le travail et de l'exploiter. Nous chercherons donc dans une deuxième partie à construire une analyse simultanée et complémentaire des transformations du travail et de l'investissement. Et cela parce que la nature de l'investissement immatériel est directement la conséquence de la transformation du rapport capital / travail, de la production et d'une certaine forme de réappropriation ambivalente de la connaissance par les travailleurs (Vercellone, 2008). Au sein d'un double processus, de maîtrise et de captation, des connaissances produites se présentent pour l'entreprise à la fois comme des actifs immatériels valorisables par l'entreprise et comme des « ressources immatérielles issues de l'expérience productive »⁷ qui demandent encore à révéler leur potentiel productif. Nous mobiliserons les notions d'exploitation de second degré et de mobilisation pour mettre au jour cette production de connaissance potentiellement productives qui ne sont pourtant pas produites dans la sphère productive.

Cette forme de réappropriation ambivalente impacte l'accumulation même du capital, et nous le montrerons dans un troisième temps. Le moteur de l'accumulation n'est plus seulement le développement du capital fixe et la capacité pour les capitalistes de capter la survalueur produite

5 Dans ce chapitre aussi appelé manuscrits de 1863-1867, Marx consacre une partie importante de son analyse à l'étude des différentes phases du développement de la production capitaliste. C'est ce travail que nous reprenons en partie ici.

6 Développée depuis la fin des années 1990, l'hypothèse du capitalisme cognitif (HCC) est née d'un syncrétisme entre la théorie de la régulation et l'opéraïsme italien incarné entre autres par Antonio Negri et Mario Tronti. Ces travaux sont surtout regroupés en France au sein de la revue *Multitudes* et correspondent pour une part importante aux travaux des auteurs cités précédemment où à des thèses qui en sont proches (Gorz, 2003 ; 2004).

7 Christian Du Tertre (2008) centre son analyse sur l'économie des services notamment au travers des nouvelles caractéristiques du travail. Il met ainsi en lumière la nécessité pour l'entreprise de prendre en compte des innovations issues de ce qu'il nomme expérience productive c'est-à-dire de l'interaction entre moyens de travail et force de travail. De cette interaction naît un ensemble de nouvelles ressources, nouvelles connaissances qui peuvent être utiles à l'entreprise, après identification.

c'est avant tout sa capacité à capter et à maîtriser une connaissance produite par les individus et le collectif hors et dans la sphère productive via l'investissement immatériel. Ce double processus de maîtrise et de captation est modélisé dans la troisième partie grâce aux notions d'actifs et de ressources immatérielles. Parce qu'elles ont une portée heuristique puissante, les notions « d'exploitation de degré 2 » et de « mobilisation totale » (Moulier – Boutang, 2001a, 2008 ; Gorz, 2004) sont réemployées et mises en cohérence avec les notions d'actifs et de ressources immatériels pour former un nouveau cadre d'analyse de l'investissement immatériel dans le capitalisme postfordiste.

2. Transformations du travail dans le capitalisme postfordiste

Trivialement, on pourrait dire que l'investissement productif vient développer les forces productives. Le point d'achoppement si l'on veut étudier ce développement surgit lorsque l'on se confronte à une transformation des forces productives qui n'est pas analysable si l'on reste dans le cadre d'un capitalisme industrialo-fordien caractérisé par la subsomption réelle du travail au capital⁸. Les concepts de subsomption formelle et subsomption réelle du travail au capital que nous allons mobiliser sont utilisés par Marx pour qualifier dans leur succession logico-historique différents mécanismes de subordination du travail au capital. Elles apparaissent pour la première fois dans le « chapitre inédit » du Capital et permettent d'esquisser deux époques distinctes du capitalisme. L'idée que nous partageons avec l'HCC, c'est que nous serions entrés dans une période du capitalisme qui présente des similitudes avec la subsomption formelle du travail au capital caractérisé notamment par l'incapacité ou la difficulté pour le capital de maîtriser la connaissance et la production de cette connaissance. Alors l'investissement productif immatériel apparaîtrait comme un mécanisme d'aspiration de ces connaissances que l'entreprise ne maîtrise pas *a priori* parce qu'elles ne sont pas nécessairement issues de la production. Revenons donc sur cette notion de subsomption.

2.1. Du travail sous le capitalisme

Ici, la connaissance et sa production sont fondamentales. Dans un capitalisme préindustriel, régi par le principe de la subsomption formelle du travail au capital, c'est encore le travailleur qui porte et qui produit les connaissances nécessaires à la production d'un bien (ou d'un service) qui sera validée par la suite. La période industrielle caractérisée par la subsomption réelle se définit notamment par le basculement du contrôle et de la production de cette connaissance dans les mains du capital. Le travailleur se retrouve en partie privé de sa capacité d'innovation, de sa créativité, donc de sa subjectivité parce que le procès de travail même lui dicte sa conduite jusque dans les gestes les plus simples. Cette notion de subsomption permet donc de définir deux époques et deux modes génériques de mobilisation de la force de travail par le capital que nous nous proposons de détailler.

La première époque qui ouvre sur le mode de production spécifiquement capitaliste est régie par le mécanisme de la subsomption formelle du travail au capital. C'est essentiellement au travers de mécanismes marchands et monétaires que le capital soumet le procès de travail. Celui-ci préexiste au capital et la coopération des travailleurs n'est pas dictée par le capitaliste comme cadre dirigeant la production. Au sein des relations de travail, la coopération des travailleurs reste autonome face au pouvoir du capital. Dans ce mode de subsomption du travail, la captation du surplus produit provient avant tout de mécanismes externes à la sphère productive comme le *putting out system* (Herrera et Vercellone, 2003). Ainsi « le capital soumet donc un procès de travail préexistant et

8 Pour Corsani (2003, p. 75), le passage d'un régime industriel de « répétition » à un régime « d'innovation permanente » justifierait un renouveau de la théorie économique : « Le rapport entre accumulation de connaissance et accumulation du capital a changé de nature. L'HCC [...] est l'hypothèse de ce changement de nature [...] ce changement qui ne trouve pas à l'intérieur de l'économie politique les outils conceptuels pour son analyse... ».

déterminé [...]. Les seules transformations que l'on puisse enregistrer dans le procès de travail traditionnel, soumis au commandement du capital, ce sont les conséquences progressives de la soumission, désormais réalisée par le capital, des procès donnés et traditionnels du travail » (Marx, 1971, p. 74) . Les contraintes qui pèsent sur le travailleur proviennent alors essentiellement de sa subordination marchande, de la nécessité pour ce dernier de vendre sa force de travail pour subvenir à ses besoins matériels. Il existe dans ce schéma une autonomie relative du travailleur dans l'exécution de son travail, au sein du procès de travail donc, et une dépendance monétaire des salariés dans le procès de circulation (Herrera et Vercellone, 2003). La rente prend ainsi une place importante dans cette première période du capitalisme. Le capitaliste est seulement propriétaire et soumet un procès de travail qu'il n'a pas défini et qu'il n'influence pas encore. Il n'a pas de fonctions de commandement à proprement parler. Il apparaît donc comme le propriétaire terrien qui récupère son dû à la fin de la récolte sans n'avoir aucunement versé la sueur d'un travail producteur.

Cette forme de subsomption du travail au capital est caractéristique de la période précédant la révolution industrielle. Cette révolution industrielle est le produit d'un ensemble de tendances qui vont permettre l'établissement de la deuxième forme de subsomption du travail au capital, la subsomption dite réelle. On voit alors apparaître de plus en plus distinctement la séparation du travail intellectuel et du travail manuel. L'artisan disparaît au profit de l'ouvrier de métier. À côté de cela, et en plus, la tendance à la séparation des tâches de conception et d'exécution, la nécessaire polarisation des savoirs dans la classe capitaliste puis dans un groupe d'ingénieurs permettent d'affirmer le contrôle de plus en plus important du capital sur le procès de travail et sur le produit du travail. La dynamique de développement de subsomption réelle peut donc être saisie de deux manières : du point de vue de la division sociale du travail, elle est caractérisée par « l'extension du rapport salarial et de la valeur d'échange », et du point de vue de la division technique du travail, elle est caractérisée par la capacité du capital à endogénéiser le contrôle de la force de travail dans la dynamique du progrès technique. C'est ainsi que le travail devient de plus en plus abstrait, « non seulement sous la forme de la valeur d'échange, mais aussi dans son contenu, vidé de toute qualité intellectuelle et créative » (Herrera et Vercellone, 2003, p. 34). Alors le travail [salaire] n'est plus guidé seulement par la contrainte monétaire, mais aussi par la contrainte technologique. C'est le système des machines qui impose sa loi au travailleur et sur le travail et guide l'exécution des tâches. En donnant à l'individu « la qualité / caractéristique » d'être un simple appendice de la machine, l'Homme perd toute capacité à produire par lui-même et sa force de travail n'est plus que force productives sous l'égide du capital.

En résumé, la période actuelle porterait certaines caractéristiques de la période préindustrielle. Le travail se modifie et laisse place pour une part à la subjectivité des travailleurs en faisant de la créativité une nécessité. Le capital n'est plus tout à fait l'horloger de la production et « différentes formes de mobilisation et d'engagement très différenciées allant du geste simple, mécanique, à des postures plus réfléchies et distancées, individuelles ou collectives, demandant intelligence, savoir-faire voire inventivité de la part de leurs auteurs » (Colletis et Dieuaide, 2008, p. 11) semblent s'opposer au monolithe conceptuel qu'est le travailleur taylorien. Pour les tenants de l'HCC, on observe donc un engagement différent des travailleurs dans la production. C'est sur cet engagement différent que les intérêts de l'entreprise se concentrent. D'une certaine manière et schématiquement, les travailleurs redeviendraient producteurs de connaissances et non plus simples acteurs d'une organisation qui les dépasse et leur prescrit intégralement les tâches. Si le capital ne participe plus directement à la production de la connaissance, de quelle manière intervient cet investissement immatériel ? À cette étape de notre raisonnement, nous posons l'hypothèse qu'il s'agit d'un outil de contrôle sur cette source de l'accumulation qu'est la connaissance. C'est donc suivant une logique rentière que cette forme d'investissement semblerait se déployer.

Dans un monde où le contrôle de la connaissance est fondamental à l'accumulation, où celle-ci n'est plus exclusivement incorporée dans les machines, mais relève aussi de la créativité des travailleurs

et de leur subjectivité, les procédés mis en place par les entreprises pour contrôler ces connaissances doivent nécessairement dépasser ceux d'un capitalisme « entropique de conversion de l'énergie musculaire et nerveuse en produit et en service » (Moulier-Boutang, 2001a, p. 141). Analysons donc ces mécanismes.

2.2. Travail et production de connaissance

Nous entrerions donc dans un capitalisme de gestion et de valorisation des savoirs potentiellement produits en dehors de la sphère productive et pourtant fondamentaux pour la production. Pour le dire avec Corsani (2001, p. 182) « Les temps de la consommation (de services, de biens informatiques et culturels) et des loisirs sont alors des temps d'acquisition et de production de nouvelles connaissances produites individuellement et collectivement au sein des réseaux. Les temps (intermittents) de la production du salarié sont, eux, les temps de consommation (de valorisation) par l'entreprise de ces connaissances produites à son extérieur. Et donc le capital sort d'une logique de valorisation fondée sur un contrôle direct du procès de production ». Si le capitalisme nous apparaît comme rentier aujourd'hui, c'est donc qu'il n'y a plus de contrôle direct du capital sur la production. Le capital donne plutôt un cap, une finalité au travail défini de manière hétéronome et non consubstantiellement à l'acte de travail.

Toute l'histoire du capitalisme est celle du contrôle de la connaissance. Précédemment contrôlée et incorporée au capital fixe, le capitalisme cognitif caractérise cette période où la subsumption de cette connaissance générée par le capital et par l'Homme est de plus en plus complexe parce que sa valorisation obéit à des règles très différentes. Elle est difficilement appropriable, non spécifique, échangeable et difficile à réduire à du capital (Rullani, 2000). Mais donc, si le capital ne contribue plus de la même manière à la production, quelle est la nature de l'investissement immatériel ? De notre point de vue, cet investissement immatériel fait en partie écho à une proposition formulée dans les *Grundrisse* (Marx, 2011) qui envisageait la possibilité d'une nouvelle logique de croissance mise en œuvre par la diffusion et le rôle fondamental de l'accumulation de connaissance et de ce qu'il appelait les savoirs abstraits, scientifiques en premier lieu, produits de manière autonome par rapport à la sphère productive, et incorporés dans les machines.

Seulement, il nous semble qu'il négligeait ici la nature vivante de cette connaissance et le fait est qu'elle ne puisse et ne doit pas s'incorporer totalement dans le système des machines. Alors l'opposition traditionnelle du travail mort, comme travail incorporé dans les machines, et du travail vivant aurait laissé place à l'opposition entre « savoir mort » et « savoir vivant ». Cette dernière forme de savoir correspondant à cet ensemble de savoirs des individus et des groupes qui n'est pas enclôsné dans le capital fixe. Ce nouveau stade de développement de la division du travail verrait « le savoir social général, la connaissance devenir force productive immédiate »⁹. L'Homme serait alors devenu capital fixe à part entière, ou fonctionnerait comme tel, en étant porteur des connaissances sociales générales.

9 C'est l'idée qu'il y aurait un ensemble de connaissances qui ne seraient pas réductibles au capital fixe, qui serait un « *ethos* qui traverse le social » et qui « play a decisive role, since they are inseparable from the interaction of a plurality of living subjects. The "general intellect" comprises formal and informal knowledge, imagination, ethical inclinations, mentalities and 'language-games'. In contemporary labour processes there are thoughts and discourses that function as productive 'machines' in their own right, not needing to take on a mechanical body or even an electronic soul. » (Virno, 2007, p. 5).

La notion « d'exploitation du second degré »¹⁰ est peut-être la plus claire pour saisir cette relation particulière entre accumulation et production de connaissance. Dans le cycle de production, l'activité humaine est classiquement considérée comme une dépense d'énergie, de force musculaire, cristallisée et incorporée dans les produits, dans des dispositifs organisationnels ou dans des machines. La force de travail devient un bien de production ou une marchandise pour le cycle suivant. À côté et en plus de cette dépense d'énergie physique il y a une dépense d'énergie cognitive. Mais il n'est pas possible de la distinguer de la force de travail si celle-ci est totalement appropriée par le capitaliste. Avec la logique de l'exploitation du second degré, ce qui intéresse le capitaliste ce n'est plus seulement l'exploitation de la force de travail, mais surtout l'activité créative et d'innovation de celle-ci. Paradoxalement, ce dernier doit résister à s'approprier le travail vivant pour le transformer en marchandise. Il doit plutôt tout mettre en œuvre pour conserver ce travail vivant comme travail vivant tout au long du cycle de production, tenter de le maîtriser et capter ce qui en est sa source, la subjectivité et la créativité des travailleurs et du collectif. « Il se construit comme une compétence, comme un savoir qui résiste à sa réduction à du pur capital humain objectivable¹¹ » (Moulier-Boutang, 2008).

Le capital est donc obligé de reconnaître le caractère vivant du travail. De plus en plus d'activités de travail demandent de la réflexion, de l'inventivité qui n'est pas totalement guidée¹² par des procédures et des règles. Le management par projet semble tout à fait répondre à ces codes. Vous avez un but, un projet à mettre en œuvre. Vous n'avez pas ou peu d'impératifs. Faites-le ! Mais comment ?

Plus profondément encore, c'est le contrôle de la subjectivité même de l'individu, c'est-à-dire d'amener ce dernier à faire corps avec l'entreprise et à orienter son travail intellectuel, ses désirs vers le développement d'un potentiel pour l'entreprise qui caractérise cette captation. La notion de *mobilisation totale* réactualisée par Gorz (2003), proche d'une partie des travaux développés en sociologie du travail (Beauregard, 2018 ; Durand, 2017), explicite précisément cette idée que l'entreprise ne valorise plus seulement des capacités et des compétences, c'est-à-dire le résultat de la production de soi, mais exploite maintenant directement la production de soi elle-même qu'elle tente d'influencer. Elle cherche l'implication totale des personnes bien que celle-ci ne soit pas totalement contrôlable. En effet, les entreprises ne peuvent pas produire des sujets personnels. Elles peuvent seulement produire et reproduire le cadre dans lequel tout en se socialisant les sujets se produiront eux-mêmes par l'usage qu'ils feront du langage, de la gestuelle, des schémas d'interprétation et de comportement, par la culture propre à leur entreprise. Les entreprises ne font que capter et canaliser la capacité de se produire (Gorz, 2003). Tout cela dans le but de supprimer la distinction entre le sujet et l'entreprise : « *La personne doit devenir pour elle-même une entreprise*,¹³ elle doit devenir pour elle-même, en tant que force de travail, un capital fixe exigeant d'être continuellement reproduit, modernisé, élargi, valorisé » (Gorz, 2003, p. 25).

10 La notion de travail immatériel développée par Moulier-Boutang (2001) caractérise plus précisément cette place de la connaissance. Il développe l'idée que la subsumption par le capital du travail collectif comme travail vivant c'est-à-dire qui demeure vivant tout au long du procès de production est l'un des mécanismes fondamentaux de l'accumulation actuelle. « Dans l'échange argent-travail, le travailleur ne se présente plus [...] comme possesseur de sa seule force de travail hétéroproduite, mais comme s'étant produit et continuant à se produire lui-même ». En d'autres termes, le caractère vivant du travail se reproduirait avec le cycle de production de valeur sans s'incorporer à un produit ou un service. En définitive, c'est cette production que l'entreprise capitaliste actuelle tente de s'approprier.

11 À défaut de disposer d'un terme plus clair pour qualifier l'ensemble des caractéristiques potentiellement valorisables d'un individu, nous utiliserons tout de même le terme de « capital humain » en nous séparant des analyses traditionnelles en ces termes. L'emploi de cette notion dans la suite du travail doit être compris de cette manière.

12 Ce propos sera nuancé dans la troisième partie de notre travail.

13 En italique dans le texte

Avec l'investissement immatériel, le capitalisme mise donc sur le développement d'une force productive dont il ne peut pas s'assurer totalement le contrôle et la propriété. C'est bien la force productive du travail vivant. En repartant du constat de l'inclusion ou de l'indistinction du capital fixe et variable en ce qu'ils sont le corps vivant de la force de travail, on peut justifier clairement l'utilisation du terme même d'investissement pour parler du développement de la force de travail, via la formation par exemple : « Lorsqu'on parle "d'investissement dans le capital humain", on comprend implicitement que c'est sur la force de travail, en tant qu'ensemble de compétences passées et de travail vivant présent, qu'il convient d'investir pour alimenter dans le temps la croissance économique. Il s'agit d'un réel investissement : le coût d'utilisation de la force de travail comme lien entre présent et futur, un coût qui inclut le salaire comme prix de la force de travail c'est-à-dire qui permet la reproduction de la capacité de travail de l'ouvrier, mais qui comprend aussi l'investissement dans le corps du travailleur [et sa mise en mouvement]¹⁴ en tant que réceptacle du savoir, des compétences sociales présentes dans la société » (Marazzi, 2007, p. 30).

À partir de ces développements, il nous semble possible d'établir une grille de lecture de ce que nous ajoutons à l'investissement immatériel traditionnel. Nous y intégrons donc les transformations analysées dans les parties précédentes en les mettant en cohérence grâce aux notions d'actifs et de ressources immatériels. En effet, ce que nous appelons connaissances et investissement immatériel est issu d'un processus dynamique. Le capital intègre une part des connaissances produites via l'investissement immatériel sans jamais s'approprier l'intégralité de celles-ci ou la source de celles-ci. Elle a néanmoins besoin d'identifier des ressources potentielles qui deviendront par la suite des actifs valorisés nécessaires à la production. Elle se doit donc de garantir la reproduction de la source de ces actifs en devenir ainsi que l'intérêt qu'ils peuvent avoir pour la production. Notre dernière partie décrit donc les moyens de cette appropriation et de cette reproduction.

3. Investissements immatériels, travail et accumulation de connaissances

Cet investissement permet le développement d'un processus dynamique d'apprentissage, de créativité, d'innovation. Il ne s'agit pas simplement de développer un stock de capital, il permet de développer les possibilités de création du travailleur pour le capital. Les entreprises tentent, à côté des dépenses socialisées nécessaires à la production et à la reproduction de la puissance créatrice de la force de travail (éducation et protection sociale), de financer la production et la reproduction des conditions d'existence de la puissance créatrice et inventive du travail vivant. En reprenant une idée de Gagnon (2007), on pourrait dire que « le capital n'est plus moyen de production, il devient contrôle sur les moyens de production et prend la forme de tout pouvoir socio-institutionnel permettant d'accroître la capacité de revenu des firmes ».

Ce que nous souhaitons mettre en avant à la suite de cette analyse c'est la dualité de la production de la connaissance. Cette dernière est produite dans les entreprises, par les femmes et les hommes qui y travaillent. Néanmoins, il y a aujourd'hui une quantité importante de savoirs qui proviennent d'une production extérieure à l'entreprise et qui pourtant jouent un rôle fondamental pour celle-ci. La production de ces connaissances, qu'elle soit interne ou externe, est avant toute chose très incertaine pour le capital (Gorz, 2003). Elles ne sont pas forcément valorisables et peuvent aller à l'encontre des intérêts des entreprises.

3.1. L'investissement immatériel : entre actifs et ressources immatériels

À la manière de Du Tertre (2008), on peut concevoir l'investissement immatériel « comme une dépense relevant de plusieurs cycles de production qui ne se traduit pas par l'achat d'un bien d'équipement, mais par le paiement d'une prestation de service dans le cadre d'une activité de R & D, de formation ou de professionnalisation, d'évaluation, de communication interne ou externe,

14 Ajout de l'auteur.

de conception d'outils de gestion et d'outils procéduraux, de conception de dispositifs organisationnels ». Bien que très centrée sur les services, cette définition permet d'identifier les composantes importantes de cette forme d'investissement notamment le fait qu'il soit en rapport direct avec le travail vivant.

Plus particulièrement mobilisé pour analyser les questions de développement soutenable en prenant en compte la notion de « patrimoine collectif immatériel » (Nieddu et Vivien, 2008, 2014¹⁵ ; Rivaud et Cazals, 2012) et aussi le rôle moteur de l'économie des services dans la période actuelle et son impact sur la nature du travail (Du Tertre, 2013), il nous semble que le point fort de ce travail c'est de définir le rapport capital / travail comme le rapport central pour l'analyse des transformations actuelles du capitalisme.

Ces analyses semblent saisir en partie l'idée que le caractère vivant du travail ne vient pas simplement s'incorporer au machinisme, qu'il doit nécessairement s'autoproduire et que c'est cette production que l'entreprise doit précisément maîtriser. C'est particulièrement la distinction entre actifs et ressources immatérielles présente chez Colletis et Pecqueur (2005) et Du Tertre (2008) qui approche le plus cette idée et peut nous permettre d'analyser l'impact de l'investissement immatériel sur les connaissances et leur production. Cette distinction propose de différencier les « ressources immatérielles » c'est-à-dire un simple potentiel productif, des « actifs immatériels » c'est-à-dire cet ensemble de ressources engagé dans un processus de valorisation.

Cette distinction nous permet, après l'analyse de la genèse des connaissances de comprendre leur implémentation dans le processus productif. En somme, lorsque ces connaissances sont produites dans ou par l'entreprise ou identifiées par celle-ci, que deviennent-elles ?

Les investissements immatériels nous apparaissent comme l'outil permettant à l'entreprise de venir valider le potentiel des ressources immatérielles en les métamorphosant en actifs immatériels entendus comme une ressource captée et/ou maîtrisée et engagée dans un processus de valorisation. Notre grille d'analyse est la suivante. Partons des actifs immatériels dont dispose l'entreprise. Ceux-ci sont mis en œuvre dans l'expérience productive. Ces actifs relèvent de différents registres. Nous reprenons trois registres d'investissement immatériels identifiés par Du Tertre (2008) pour identifier la diversité de ces actifs immatériels.

- La compétence renvoie à la capacité collective et individuelle de remplir des tâches et des missions sous contraintes.
- La pertinence renvoie à l'adéquation entre l'organisation et son environnement.
- La confiance renvoie à la capacité pour l'entreprise de surmonter l'incertitude quant à l'évaluation d'une activité, d'un bien ou d'un service.

La combinaison de ces actifs correspond à ce que nous pourrions appeler un « capital immatériel » pour l'entreprise. Ces actifs sont alors mobilisés pour permettre la production de biens et services.

L'investissement immatériel cherche donc à améliorer les connaissances de l'entreprise et à diriger ces dernières dans un sens qui permet leur valorisation comme compétences par le capital. Cet investissement immatériel est l'outil qui rend possible la création des structures organisationnelles nécessaires pour contrôler les ressources immatérielles dans toute leur ampleur et les transformer en actifs. Il est enfin le moyen de garantir la confiance nécessaire à la production de ressources immatérielles. Il apparaît donc d'une part pour valider les nouvelles ressources immatérielles qui émergent de l'expérience productive (nouvelles compétences, nouvelles attentes des clients, nouveaux outils de gestions...) en leur permettant d'intégrer un processus de valorisation, mais aussi pour contrôler le développement des ressources immatérielles en évitant leur élaboration en contradiction avec les attentes de l'entreprise. C'est ce processus de métamorphose qui suivant une logique de maîtrise permet à l'entreprise de garder le contrôle sur ses actifs immatériels, de les

15 Ce modèle s'insère dans une réflexion plus globale sur la « régulation sectorielle et territoriale » actuellement très féconde dans les programmes de recherche régulationnistes.

développer et d'innover en engageant de nouvelles ressources dans un processus de valorisation. « En d'autres termes, les investissements immatériels sont la condition de la dynamique d'accumulation à travers la métamorphose des ressources immatérielles issues de l'expérience de la production, en actifs immatériels » (Du Tertre, 2008, p. 10).

Aussi, les investissements immatériels ont des propriétés très particulières et différentes de celles des investissements matériels. Ils ont bien évidemment des effets immédiats regroupant l'ensemble des effets recherchés, mais aussi des « effets médiats ». On entend par « effets médiats » des effets qui se réalisent avec un décalage temporel auprès des bénéficiaires ou qui se diffusent auprès d'autres acteurs qui ne sont pas forcément les cibles principales. En effet, certains résultats d'un investissement immatériel peuvent se réaliser avec un décalage temporel, parfois important, pouvant même se diffuser et profiter à d'autres acteurs. C'est la logique de la contagion ou du débordement – *Spillover* – (Haskel et Westlake, 2018) plutôt ambivalente et difficilement contrôlable.

En plus, les biens d'équipements sont soumis à la logique de l'amortissement contrairement aux actifs immatériels. Pour Haskel et Westlake (2018), l'intangible¹⁶ n'est pas soumis à des lois physiques et ne suit donc pas le même processus de dégradation pris en compte par les amortissements. Pour ces auteurs, c'est ce qui peut d'ailleurs expliquer l'effondrement soudain de la valeur de ces actifs.

In fine, tout le travail de l'investisseur c'est bien d'analyser le plus précisément ces nouvelles ressources qui émergent de l'expérience productive et de tout mettre en œuvre pour les maîtriser. Nous parlerons ainsi d'investissement de maîtrise d'une valeur produite au sein de l'entreprise. Néanmoins, cette logique de la maîtrise ne se cantonne pas exclusivement à la sphère productive tout du moins à une entreprise.

Seulement, cette analyse de l'investissement immatériel par les ressources et les actifs immatériels à la manière de Du Tertre (2008) nous semble incomplète. Incomplète, d'une part, parce qu'elle se concentre surtout sur l'économie des services. Or l'on sait aujourd'hui que le secteur manufacturier est aussi soumis aux problématiques que celles que nous développons, et qu'il investit de plus en plus dans l'immatériel que ce soit en R &D, mais aussi dans la formation, de nouveaux outils de gestions ou de nouvelles méthodes de production (Haskel et Westlake, 2018). Et cela bien que la mesure des investissements immatériels reste encore une fois très problématique pour des raisons précédemment évoquées (Guillou *et al*, 2018). D'autre part, une partie importante de ces dépenses faites par les entreprises qui ont un intérêt productif et qui pourraient relever de l'investissement, tout du moins conceptuellement si l'on s'accorde sur notre constat, ne sont pas prises en compte. Ainsi l'apport de connaissances extérieures à l'entreprise n'est pas complètement envisagé. L'expérience productive se construit bien sûr en relation avec les clients de l'entreprise et avec le territoire, mais toujours dans le cadre de la production d'un service défini. Les ressources qui apparaissent à la suite de cette « expérience productive » sont donc le fruit, d'une part de l'expérience du travailleur en situation, mais aussi de l'interaction entre l'entreprise comme collectif de production et un système complexe et situé d'acteurs. Seulement, la mobilisation d'un ensemble de connaissance extérieure à cette expérience productive, des connaissances issues de ce que Gorz qualifie « d'activité de ce produire vivant » n'est pas mise en lumière. C'est ce que la dernière partie de ce travail propose de faire à partir d'un enrichissement de ce cadre d'analyse.

3.2. Investissement immatériel, exploitation et mobilisation totale

16 Il n'est pas fait de distinction dans ce travail entre le terme immatériel et intangible, le second étant emprunté à la littérature anglo-saxonne sur la question.

Nous proposons dans cette dernière partie de mettre en cohérence sous la forme d'un modèle d'analyse l'ensemble des mécanismes et des relations que nous avons pu identifier entre les transformations du rapport capital / travail et la nature de l'investissement.

Repartons donc de la dichotomie actifs / ressources immatérielles et de leur relation dialectique pour construire le cadre de notre analyse. Nous avons donc des actifs immatériels mobilisés dans la production de l'entreprise. De cette mise en œuvre des actifs immatériels naît un ensemble de ressources immatérielles qui ont un potentiel productif, mais aussi d'autres ressources immatérielles qui peuvent s'avérer orthogonales à toute valorisation par le capital. Notre investissement immatériel apparaît alors ici pour identifier et maîtriser ce potentiel des ressources immatérielles ou encore pour éliminer celles qui ne seraient pas utiles. Il permet la métamorphose de ces ressources en actifs immatériels. Ces actifs sont alors mobilisés pour permettre la production de biens et services.

Ce premier mécanisme est interne à la dynamique productive. Il intègre un nombre d'acteurs très différents selon les caractéristiques de l'entreprise. L'investissement immatériel vient donc valider la pertinence de ces ressources et mettre en place les structures organisationnelles qui permettent leur engagement dans la production. Les travaux précédemment cités sur les dynamiques sectorielles et territoriales mettent ainsi l'accent sur la nécessité pour l'entreprise de penser ces outils de gestion dans leur complémentarité avec la multiplicité des acteurs et qui gravitent autour de l'entreprise et participent à sa production.

Mais parallèlement, il faut reconnaître l'importance de la connaissance produite hors de la dynamique productive. Avec les notions d'exploitation de second degré et de mobilisation totale, nous pouvons caractériser ces phénomènes d'accaparement des connaissances produites collectivement dans la sphère de la reproduction et de débordement de la logique d'entreprise sur la vie privée des individus. D'une part, l'entreprise vient capter les connaissances produites par la vie en société et la capacité créative du collectif et des individus sans qu'elle participe à cette production. De la même manière que les ressources potentielles, elle peut les maîtriser ou simplement les capter si celles-ci sont déjà valorisables. C'est notamment le cas de ce que Paolo Virno nomme la production langagière et autres jeux linguistiques qui ne naissent pas nécessairement dans la sphère productive, mais y interviennent et y sont fondamentaux pour la production, quand celle-ci n'est pas devenue essentiellement linguiste. Il s'agit ainsi pour l'entreprise d'exploiter des connaissances « hétéroproduites » par les travailleurs dans la sphère de la reproduction. Ces connaissances correspondraient à l'ensemble de ce « capital humain » « constitué par ces activités non payées [par l'entreprise¹⁷] les plus communes et les plus quotidiennes qui se confondent avec l'activité de se produire vivant dans un milieu habité. Cette production de soi originelle que chacun accomplit en dehors et en amont du travail rémunéré et qui le rend capable d'interagir, de communiquer, d'apprendre, d'évoluer, joue un rôle comparable à celui du « surtravail » à partir du moment où elle est « mise au travail » dans la production de valeur » (Gorz, 2004, p. 206). Ces connaissances peuvent être comprises comme un « *ethos* qui traverse le social » (Dieuaide *et al*, 2003, p. 7), c'est-à-dire consubstantielles au fait social même. Elles sont mouvantes, en perpétuelle évolution, et sont le fruit de la diversité des relations sociales dans lesquelles évoluent les individus.

Plus encore, l'entreprise vient imposer aux travailleurs de faire corps avec elle c'est-à-dire de se produire dans l'intérêt de l'entreprise. Le temps du non-travail serait alors mis à profit pour améliorer et permettre la production lors du temps de travail. Les investissements immatériels interviennent ainsi pour rationaliser et paradoxalement pour rationner la capacité d'apprentissage du collectif et des individus afin d'organiser cet apprentissage et le valoriser. La logique de mobilisation totale cherche donc à aligner la production de subjectivité sur les intérêts du capital. L'entreprise ne cherche plus seulement à valoriser les actifs immatériels, le capital immatériel dont

17 Ajout de l'auteur.

elle dispose, mais directement la production de soi elle-même. Peut-être que le cas du portable que se soit sous sa forme téléphonique ou d'ordinateur est-il le plus révélateur de ce phénomène. Il intervient ici comme le médiateur du phénomène que nous décrivons. Que ce soit sur le lieu de travail, pendant l'acte de travail ou hors du travail, le portable est devenu l'appendice, l'outil, l'arme même d'une quantité importante de travailleurs. Il suffit alors de penser à la quantité de services fournis, non rémunérés, et nécessaires à la production qui ne le sont pas pendant le temps réel de travail. Cette même quantité de travail fourni par le travailleur avec le souci de bien faire, la bonne volonté et souvent la contrainte du message tardif et important, comme un diktat qui l'atteint où qu'il soit. Il est contraint et se contraint à faire parce qu'il nourrit le soupçon de ne pas être le seul, et qu'il doit accorder toute son individualité sur le « bien être » du collectif de travail.

C'est ainsi que les stratégies d'investissement des entreprises dans le capitalisme cognitif n'auraient pas simplement pour but de mobiliser partiellement le travailleur pendant l'acte productif lui laissant la liberté de l'oisiveté sur son temps de repos. Les entreprises s'invitent avec cet investissement immatériel dont nous décrivons la nature dans l'intimité des travailleurs et de leurs relations sociales « extraproductives ». Elles cherchent à contrôler les esprits et les manières de penser, « les ressorts psychiques les plus intimes » (Gorz, 2004). Il ne s'agit plus uniquement de produire des marchandises, mais des vies et des formes de vie.

Tout l'idéal managérial de la performance, du bonheur au travail n'en est que la manifestation langagière. Et celle-ci s'objective à notre sens dans un ensemble large de procédures et dispositifs organisationnels, de formations ou encore de procédures d'évaluations, dans une certaine forme de production managériale. En paraphrasant Félix Guattari et concluant notre propos, on pourrait dire que la force de la subjectivité capitaliste, celle même qui est la source de cette production managériale, c'est qu'elle se produit autant au niveau des oppresseurs qu'au niveau des opprimés.

4. Conclusion

Si dynamique rentière il y a, pour expliquer les évolutions du capitalisme, les notions d'exploitation de degré 2 et de mobilisation totale la caractérisent dans toute son ambivalence. Nous aurions d'un côté un capitalisme qui cherche à accaparer la production de soi des individus, qui viendraient piocher à sa guise dans les capacités hétéroproduites par ces mêmes individus. D'un autre côté, le capital cherche toujours à contrôler la production et pour cela il s'évertue à repenser les structures dans lesquelles évoluent les individus pour les amener à faire corps avec les intérêts de l'entreprise, à se développer dans le sens des intérêts de l'entreprise. L'entreprise apparaît donc comme une prédatrice bien qu'elle cherche à devenir « producteur d'une subjectivité particulière »¹⁸.

Cet article vise ainsi à développer un cadre d'analyse d'inspiration marxienne pour analyser la forme et la nature de l'investissement immatériel. En prenant en compte les modifications du rapport capital / travail identifiées par HCC depuis la sortie du capitalisme industrialo-fordien, il permet d'analyser les structures et les mécanismes qui permettent aujourd'hui aux entreprises de contrôler leur cycle de production. Nous avons repris dans ce travail la distinction entre actifs immatériels et ressources immatérielles, les premiers étant déjà valorisés par l'entreprise et les seconds n'étant qu'un potentiel pour celle-ci. Notre travail sur l'investissement immatériel vient enrichir cette distinction en décrivant le mécanisme qui lie ces deux notions et en intégrant les logiques d'exploitation de second degré et de mobilisation totale. Ces logiques sont attenantes aux modifications du rapport capital / travail que nous avons identifiées au travers de la notion de subsumption du travail au capital.

18 L'idée semble assez proche de ce que London (2010) nomme un épithumè capitaliste c'est-à-dire un certain régime de désir, celui de désirer dans le cadre des rapports sociaux du mode de production capitaliste, celui de désirer l'accomplissement professionnel par exemple. Ainsi les entreprises cherchent, après avoir capté la subjectivité des individus, à produire un certain régime de désir, une nouvelle subjectivité des individus en mobilisant leurs imaginaires désirant au service de l'entreprise.

Nous pouvons ainsi proposer une définition de l'investissement immatériel qui serait la suivante : l'investissement immatériel est une dépense qui relève de plusieurs cycles de production et ne se traduit pas par l'achat d'un bien d'équipement, permettant de maîtriser et de capter une valeur produite hors et dans la sphère productive, dans le cadre d'une activité de R et D, de formation ou de professionnalisation, d'évaluation, de communication interne ou externe, de conception d'outils de gestion et d'outils procéduraux ou encore de conception de dispositifs organisationnels.

Pousser les investigations sur le terrain de la comptabilité permettrait d'analyser empiriquement le phénomène que nous décrivons, en montrant les limites de la conception de l'investissement productif en comptabilité, de l'investissement immatériel très souvent ramené aux seuls logiciels, aux bases de données et à la R et D. Notre hypothèse est que l'investissement en comptabilité n'est pas capable de cerner dans toute sa complexité les mécanismes que nous avons décrits précédemment. Il s'agit pour nous d'une piste de travail future.

Bibliographie :

Abramovitz M. et David P. A. (2001), « Two Centuries of American Macroeconomic Growth. From Exploitation of Resources Abundance to Knowledge-Driven Development ». *Stanford institute for economic policy research discussion Paper*, n° 1 – 5.

Aglietta M. (2001), « Systèmes financiers et régime de croissance », *Revue d'économie financière*, vol. 61, pp. 83 – 115.
DOI :10.3406/ecofi.2001.3882

Auvray T., Dallery T., et Rigot S. (2015), *L'entreprise liquidée. La finance contre l'investissement*, Paris, Michalon.

Azaïs C., Corsani A., et Dieuaide P. (2000), *Vers un capitalisme cognitif: Entre mutations du travail et territoires*, Paris, Logiques Sociales, L'Harmattan.

Beauregard J.P. (2018), « Daniel Mercure et Marie-Pierre Bourdage-Sylvain, *Travail et Subjectivité. Perspectives critiques*, Québec, PUL, Hermann, 2017, 334 p. », *La nouvelle revue du travail*, vol.n°13.
URL : <http://journals.openedition.org/nrt/4461>

Chesnais F. (2001), « La « nouvelle économie » : une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine », in *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Chesnais F., Duménil G., Lévy D. et Wallerstein I. (coord.), Collection Séminaire marxiste, Syllepse, Paris.

Clévenot M. (2008), « Les difficultés à nommer un nouveau régime de croissance », *Revue de la régulation*, 3/4, 2e semestre/Autumn 2008.
DOI : 10.4000/regulation.7606

Colletis G. et Dieuaide P. (2008), « Travail compétences et nouvelle centralité du rapport salarial », in *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, Valeurs, Temps*, Colletis G. et Paulré B. (dir.), Paris, Economica, pp. 99 – 124.

Colletis G. et Pecqueur B. (2005), « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », *Économie et institutions*, n°6-7, pp. 51-74.
DOI : 10.4000/ei.900.

Cordonnier L., Dallery T., Duwicquet V., Melmiès J. et Van de Velde F. (2013), « A la recherche du coût du capital », *La revue de l'IRES*, vol. 79, n°4, pp. 111 – 136.
DOI : 10.3917/rdli.079.0111.

Corrado C., Hulten C., et Sichel D. (2005), “Measuring capital and technology: An expanded framework”, in *Measuring Capital in the New Economy*, Corrado C., Haltiwanger J. et Sichel D. (dir.), *Measuring Capital in the New Economy*, NBER Book Series Studies in Income and Wealth, vol. 65, Chicago, The University of Chicago Press.

Corrado C., Haskel J., Jona-Lasinio C. et Iommi M. (2016), “Intangible investment in the EU and US before and since the Great Recession and its contribution to productivity growth”, *EIB Working Papers*, n°8, European Investment Bank (EIB).

Corsani A. (2001), « Éléments d'une rupture : l'hypothèse du capitalisme cognitif », in *Vers un capitalisme cognitif : Entre mutations du travail et territoires*, Azaïs C., Corsani A. et Dieuaide P. (dir.) Paris, Logiques sociales, L'Harmattan, pp. 173 – 189.

Corsani A. (2003), « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Vercellone C. (dir.), Paris, La Dispute, pp. 55 – 76.

Dantas M. (2001), « L'information et le travail. La valorisation et l'accumulation dans le cycle de la communication productive », in *Vers un capitalisme cognitif : Entre mutations du travail et territoires*, Azaïs C., Corsani A. et Dieuaide P. (dir.), Paris, Logiques sociales, L'Harmattan, pp. 76 - 89.

Dieuaide P. (2003), « Diffusion des NTIC, changement organisationnel et essor des marchés boursiers », in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Vercellone C. (dir.), Paris, La Dispute, pp. 223 – 245.

Dieuaide P., Paulré B. et Vercellone C. (2003), « Le capitalisme cognitif. Un nouveau système historique d'accumulation », *Working Paper Matisse*. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/226409/filename/Le_capitalisme_cognitif_Un_nouveau_systeme_historique_d_accumulation.pdf

Duménil G. et Lévy D. (2006), *La finance Capitaliste*, Paris, Actuel Marx Confrontation.

Durand C. (2014), *Le capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Les Prairies Ordinaires.

Durand J.P. (2017), *La fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer et se taire ?*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « L'économie encastée ».

Fumagalli A. (2015), *La vie mise au travail. Nouvelle forme du capitalisme cognitif*, Paris, Eterotopia.

Gagnon M.A. (2007), « Penser le capitalisme cognitif selon Thorstein Veblen : connaissance, pouvoir & capital », *Revue Interventions Économiques*, n°36, [En ligne]
<http://interventionseconomiques.revues.org/569>

Gorz A. (2003), *L'Immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.

Gorz A. (2004), « Économie de la connaissance, exploitation des savoirs. Entretien avec Carlo Vercellone et Yann Moulier-Boutang », *Multitudes*, vol.15, n°1, pp. 205-216.
DOI 10.3917/mult.015.0205.

Guillou S., Mini C. et Lallement R. (2018), *L'investissement des entreprises françaises est-il efficace ?*, Paris, Presses des Mines.

Haskel J. et Westlake S. (2018), *Capitalism without capital. The rise of the intangible economy*, Princeton, Princeton University Press.

Herrera R. et Vercellone C. (2003), « Transformations de la division du travail et *general intellect* », in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Vercellone C. (dir.), Paris, La Dispute, pp. 23 – 54.

Husson M. (2010), « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *La Revue de l'Ires*, vol.64, n°1, pp. 47-91.
DOI : 10.3917/rdli.064.0047.

Jarrett K. (2016), *Feminism, Labour and Digital Media : The Digital Housewife*, Londres, Routledge.

Kendrick J.W. (1994), “Total Capital and Economic Growth”, *Atlantic Economic Journal*, vol. 22, n°1, pp. 1 – 18.
DOI : 10.1007/BF02301693.

Lazonick W. et O’Sullivan, M. (2000), “Maximizing Shareholder Value: a New Ideology for Corporate Governance”. *Economy and Society*, vol. 29, n°1, pp. 13-35.
DOI: 10.1080/030851400360541.

Lordon F. (2000), *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris Raisons d’Agir.

Lordon F. (2010), *Capitalisme, désirs et servitude. Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique.

Marrazi C. (2007), « L’amortissement du corps machine », *Multitudes*, vol. 27, n°4, pp. 27-36.
DOI 10.3917/mult.027.0027.

Marx K. (1971), « Un chapitre inédit du Capital - Premier livre - Le procès de production du capital - Sixième chapitre », *Les classiques des sciences sociales*. URL : http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital_chapitre_inedit/capital_chapitre_inedit.html

Marx K. (2011), *Manuscrits de 1857 – 1858 dit « Grundrisse »*, Paris, Les Editions sociales.

Mouhoud E. M. et Plihon D. (2009), *Le savoir et la finance. Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, Paris, La découverte.

Moulier-Boutang Y. (2001a), « La troisième transition du capitalisme : exode du travail productif et externalités », in *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutation du travail et territoires*, Azaïs C., Corsani A. et Dieuaide, P. (dir.), Paris, L’Harmattan, pp. 135 – 152.

Moulier-Boutang Y. (2001b), « Salariat et travail immatériel, nouvelles formes de contrôle et droit du travail », in *Le droit dans la mondialisation : une perspective critique*, Chemillier-Gendreau M. et Moulier-Boutang Y. (dir.), Paris, Puf.

Moulier-Boutang Y. (2008), *Le capitalisme cognitif*, Paris, éditions Amsterdam.

Nieddu M. et Vivien F.D. (2008), « Le développement soutenable : d'une nouvelle façon de produire à un art de vivre ? Une lecture des approches régulationnistes », *Communication au colloque international « La problématique du développement durable vingt ans après : nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension »*, Lille. URL : https://www.univ-reims.fr/gallery_files/site/1/1697/3184/5292/6643/15718.pdf

Nieddu M., Garnier E. et Bliard C. (2014), « Patrimoines productifs collectifs versus exploration / exploitation. Le cas de la bioraffinerie », *Revue Économique*, vol. 65, n°6, pp. 957 – 987.
DOI : 10.3917/reco.pr2.0031.

Paulré B. (2001), « Le capitalisme cognitif. Un nouveau programme de recherche », in *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutation du travail et territoires*, Azaïs C., Corsani A. et Dieuaide P. (dir.), Paris, L'Harmattan, pp. 7-21

Paulré B. (2008), « Le capitalisme cognitif - Une approche schumpétérienne », in *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, Valeurs, Temps*, Colletis G. et Paulré B. (dir.), Paris, Economica, pp. 23-46.

Rivaud A. et Cazals C. (2012), « Pour une vision élargie des performances de la filière ostréicole à partir d'une approche en termes de patrimoine », *Développement durable et territoires*, vol. 3, n°1.
DOI : 10.4000/developpementdurable.9168.

Rullani E. (2000), « Le capitalisme cognitif : du déjà vu ? » *Multitudes*, vol.2, n°2, pp. 87-94.
DOI : 10.3917/mult.002.0087.

Tertre C. DU (2007), « Création de valeur et accumulation : capital et patrimoine », *Économie Appliquée*, tome LX, n°3, pp. 157 – 176.

Tertre C. DU (2008), « Investissements immatériels et Patrimoine collectif immatériel », in *Secteurs et territoires dans les régulations émergentes*, du Tertre C. et Laurent C. (dir.) , Paris, L'Harmattan, pp. 73-90.

Tertre C. DU (2013), « Économie servicielle et travail : contribution théorique au développement d'une économie de la coopération », *Travailler*, vol. 29, pp. 29-64.
DOI : 10.3917/trav.029.0029.

Vercellone C. (2003), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute.

Vercellone C. (2007), « La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n°1, pp. 45 – 64.

Vercellone C. (2008), « La thèse du capitalisme cognitif. Une mise en perspective historique et théorique », in *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, Valeurs, Temps*, Colletis G. et Paulré B. (dir.), Paris, Economica, pp. 72 - 95.

Virno P. (2007), « General Intellect », *Historical Materialism*, vol. 15, n°3, pp. 3-8.

Weinstein O. (2010), *Pouvoir, finance et connaissance. Les transformations de l'entreprise capitalisme entre XXème et le XXIème siècle*, Paris, La découverte.